

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

Action en justice

1° Objet du litige – Détermination par l'acte introductif d'instance – Modification – Demande initiale – Demande en cessation de travaux – Demande incidente – Demande de remise en l'état antérieur – Suite logique et nécessaire de la demande initiale – NCPC, art. 53. 411

2° Exception de chose jugée – Notion d'identité de cause – C. civ., art. 1351. 427

Aliments

Dette alimentaire – Élément générateur – Etat de besoin du créancier – Office du juge – Constat de l'état de besoin – Disparition de l'état de besoin ou de la faculté de payer – Modification de la pension alimentaire – Prise d'effet – Rétroactivité au jour de l'événement qui la justifie – C. civ., art. 212 et 300. 200

Appel

1° Litige indivisible – Notion – Application au cas de plusieurs personnes actionnées en réparation d'un préjudice en raison de fautes concurrentes commises par elles (non) – NCPC art. 571. 281

2° Litige indivisible – Notion – Obligation d'intimer toutes les parties ayant figuré en première instance – Sanction – Irrecevabilité de l'appel – NCPC, art. 571. 294

3° Litige indivisible – Objet de l'instance non susceptible de division – Impossibilité absolue d'exécuter simultanément le jugement à l'égard des parties non intimées et l'arrêt à l'égard des parties présentes en instance d'appel – NCPC, art. 571. 310

4° Litige indivisible – Notion – Obligation d'intimer toutes les parties ayant figuré en première instance – Sanction – Irrecevabilité de l'appel – NCPC, art. 571. 351

5° Litige indivisible – Opposabilité de l'appel interjeté contre une des parties à l'égard des autres parties – Possibilité de

régularisation de l'appel à l'égard des autres parties – NCPC, art. 571. 351

Assurances

1° Indemnisation indue de la victime – Recours de l'assureur – Subrogation (non) – Répétition de l'indu – Prescription de l'action – Droit commun – Prescription décennale en matière commerciale – Point de départ de la prescription – Événement ayant révélé le paiement indu – C. civ., art. 1376 et 2257 – C. com., art. 189. 447

2° Assurance contractuelle – Assurance de dommages – Assurance contre le vol – Sinistre – Preuve – Preuve du vol – Principes – C. civ., art. 1315 – Loi du 27 juillet 1997, art. 26. 498

3° Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs – Couverture – Exclusion du dommage subi par l'assuré dont la responsabilité est engagée dans la survenance du sinistre – Dommage causé à l'assuré par son préposé – Exclusion (non) – Loi du 16 avril 2003, art. 5.1 – Règlement grand-ducal du 11 novembre 2003, art. 8. 604

Association sans but lucratif

1° Personnalité juridique – Condition – Publication des statuts – Charge de la preuve – Partie se prévalant de la personnalité morale – Loi du 21 avril 1928, art. 1 et 3. 252

2° Absence de personnalité civile – Incapacité de contracter – Contrats devant être conclus par les sociétaires – Naissance des droits et obligations contractuels dans le chef des sociétaires – Loi du 21 avril 1928, art. 26. 252

3° Capacité passive – Insolvabilité constatée de l'association – Droit d'action contre les sociétaires – Sociétaires obligés sur tous leurs biens pour leur part virile – Loi du 21 avril 1928, art. 26 – C. civ., art. 1863. 252

Astreinte

1° But – Exécution d'une décision de justice – Caractère judiciaire – «Astreinte» conventionnelle – Astreinte (non) – Clause pénale – Application de la prescription prévue en matière d'astreinte (non) – C. civ., art. 1226, 2059 et 2066. 259

2° Impossibilité d'exécution – Révision – Pouvoir d'appréciation du juge – Décision de révision – Effets – Effet rétroactif à une date antérieure à celle de l'impossibilité d'exécution (non) – Conditions de révision – Faits constitutifs de l'impossibilité d'exécution – Nature – Preuve – C. civ., art. 2063. 291

Autorité parentale

Autorité parentale relativement aux biens de l'enfant – Droit d'administration et de jouissance revenant aux père et mère sur les biens de leur enfant mineur – Placement de titres acquis par le père sur un compte ouvert au nom de l'enfant mineur – Transfert ultérieur de ces titres sur un compte propre du père – Inapplicabilité des dispositions régissant la jouissance légale des biens de l'enfant – C. civ., art. 389-5, 389-7 et 470. 159

Bail à loyer

1° Incendie du bâtiment loué – Présomption de responsabilité du locataire – Présomption ne pouvant être invoquée que par le bailleur – Présomption limitée à la réparation des dégâts causés par le sinistre d'incendie dans les locaux compris dans l'objet du bail – Possibilité d'invoquer la présomption par les propriétaires des lots avoisinants auxquels le feu s'est communiqué (non) – Possibilité d'invoquer la présomption par la copropriété si le feu a pris naissance dans les parties communes (non) – Responsabilité du locataire à l'égard des propriétaires avoisinants et à l'égard de la copropriété – Base légale – C. civ., art. 1382 et 1733. 85

2° Immeuble non affecté à un usage d'habitation – Jugement – Délai d'appel – Délai et procédure de droit commun – Quarante jours à partir de la signification du jugement – NCPC, art.113 – Loi du 21 septembre 2006, art. 1^{er}. 217

Banque

1° Bons de caisse – Nature juridique – Prêt – Acquisition – Transformation des fonds prêtés en créance – C. civ., art. 1892 et s. 640

2° Crédit – Obligation de mise en garde – Emprunteur non averti – Portée de l'obligation – Refus d'un crédit excessif (non) – C. civ., art. 1892 et s. 652

3° Crédit – Obligation de la banque de se renseigner – Chances de remboursement – Date d'appréciation – Obligation du client de coopérer – Information loyale – C. civ., art. 1892 et s. 652

4° Crédit – Devoir de non-immixtion – Portée – Opportunité du crédit (non) – Surveillance de l'utilisation (non) – Prêt en vue du jeu – Moralisation du client (non) – C. civ., art. 1892 et s. 652

5° Ordre de virement – Nature juridique – Opposabilité au titulaire du compte – Preuve d'un ordre de mandat valable – C. civ., art. 1984. 686

6° Dépôt – Remise d'une somme d'argent – Effets – Transfert de propriété – Droit de créance du client – Droit d'utilisation de la banque – C. civ., art. 1930. 686

7° Dépôt – Remise d'une somme d'argent – Effets – Obligation de restitution – Obligation de résultat – Libération du banquier – Preuve d'un ordre du déposant – C. civ., art. 1932 et 1933. 686

Cassation

1° Moyens – Principe général reconnu par une juridiction supranationale – Méconnaissance – Moyen de cassation – Loi du 18 février 1885, art. 3. 89

2° Pourvoi en cassation – Qualité pour former un pourvoi – Décisions rendues en dernier ressort par des juridictions pénales – Pourvoi formé par l'intervenant volontaire – Irrecevabilité – C. instr. crim., art. 407. . . 171

3° Cassation civile – Pourvoi en cassation – Arrêt d'avant dire droit – Arrêt tranchant dans son dispositif une partie du principal et ordonnant une mesure d'instruction ou une mesure provisoire – Pourvoi immédiat – Pourvoi immédiat dirigé contre la partie du dispositif ne tranchant pas une partie du

principal – Irrecevabilité – Loi du 18 février 1885, art. 3. 597

du chef de faute prouvée ou présumée – C. civ., art. 1792 et 2270. 590

Communauté européenne

Renvoi préjudiciel – Conditions d’admissibilité – Question d’interprétation de droit communautaire – Doute raisonnable sur la manière de résoudre la question – Absence de décision à titre préjudiciel dans une espèce analogue – Traité CE, art. 234. 89

Concurrence déloyale

1° Parasitisme économique – Définition – Objet – Loi du 30 juillet 2002, art. 14. 132

2° Parasitisme économique – Notion – Reprise plagiaire – Annonces familiales d’un journal – Absence de dépense – Volonté d’immixtion dans le sillage d’un concurrent – Trouble commercial – Loi du 30 juillet 2002, art. 14. 132

3° Principe de la liberté économique – Débauchage – Acte *per se* contraire aux usages honnêtes en matière commerciale (non) – Loi du 30 juillet 2002, art. 14. 453

4° Débauchage – Acte contraire aux usages honnêtes en matière commerciale – Conditions – Désorganisation des services d’un concurrent – Confusion entre établissements – Appropriation de secrets de fabrique – Loi du 30 juillet 2002, art. 14. 453

5° Débauchage illicite – Seule désorganisation de l’entreprise (non) – Volonté de déstabilisation du concurrent – Volonté d’élimination du concurrent du marché – Loi du 30 juillet 2002, art. 14. 453

Construction

1° Responsabilité des constructeurs – Contrôleur technique – Obligation de garantie – Obligation d’ordre public – Absence d’effet de clauses contraires – Absence d’exonération du chef de manque de présence au chantier – C. civ., art. 1792 et 2270. 590

2° Responsabilité des constructeurs – Responsabilité *in solidum* – Conditions – Malfaçon procédant d’une faute commune – Indifférence si la responsabilité est encourue

Contrats, conventions et obligations

1° Clause pénale – Notion – Evaluation forfaitaire de l’indemnisation en cas d’inexécution contractuelle – Modération de la peine – Caractère manifestement excessif de la peine stipulée – Appréciation objective – Critères – C. civ., art. 1226 et 1152. 57

2° Intérêts – Point de départ – Exigibilité de la créance (non) – Mise en demeure – C. civ., art. 1153. 61

3° Contrat d’échange – Contrat de vente – Distinction – Qualification du contrat d’échange – Possibilité du paiement d’une soulte dans le cadre d’un contrat d’échange – Conditions – Problème d’une soulte élevée par rapport à la valeur des choses échangées – Soulte ne devant pas constituer un véritable prix – Rapport entre valeurs objectives – Intention des parties – Pouvoir d’interprétation et de requalification du juge – Requalification d’un contrat d’échange visant à dissimuler une vente – C. civ., art. 1156, 1582, 1702. 367

4° Vente – Condition suspensive – Absence de stipulation d’un terme fixe – Demande en résolution judiciaire – Obligation pour le juge de vérifier qu’il est certain que la condition n’arrivera pas – C. civ., art. 1176 et 1178. 407

5° Vente – Condition suspensive – Obtention d’un crédit – Condition mixte – Obligations du débiteur – Obligation de coopération loyale en vue de la réalisation de la condition – Charge de la preuve de l’accomplissement des diligences nécessaires incombant au débiteur – C. civ., art. 1178 et 1315. 413

6° Condition suspensive – Délai fixé pour la réalisation de la condition – Ecoulement du délai – Fait du débiteur ayant empêché la réalisation de la condition – Libération du débiteur (non) – C. civ., art. 1176 et 1178. 413

7° Cession de créance – Substitution d’un tiers dans le contrat – Cession de créance (non) – Obligation d’accomplir les formalités de l’article 1690 du Code civil (non) – C. civ., art. 1134 et 1690. 442

8° Cession de contrat – Objet – Cession de créance (non) – Effets – Obligation du cédé de poursuivre l'exécution du contrat – Cessionnaire – Partie au contrat – Date d'effet de la qualité de partie – C. civ., art. 1134 et 1689..... 442

9° Contrat conclu *intuitu personae* – Définition – Cession – Condition – Agrément du cocontractant – Autres contrats – Nécessité d'un agrément (non) – Contrats conclus *intuitu personae* – Mandat – Contrat d'entreprise (non) – Contrat d'agent immobilier (non) – C. civ., art. 1134, 1689, 1779 et 1984..... 442

10° Quasi contrat – Action en répétition de l'indu – Conditions – Erreur du solvens (non) – Erreur de l'accipiens (non) – Absence de cause – C. civ., art. 1376. 447

11° Vente – Condition suspensive – Absence de terme fixe – Conséquence – Validité de la convention jusqu'à défaillance de la condition – C. civ., art. 1176..... 526

12° Vices du consentement – Erreur – Lien nécessaire avec langue du contrat (non) – C. civ., art. 1109..... 645

Copropriété des immeubles bâtis

1° Contestations nées de la loi du 16 mai 1975 – Recours aux juridictions de jugement – Fixation dans la loi de la seule compétence territoriale – Validité d'une clause compromissoire – Loi du 16 mai 1975, art. 35. 316

2° Amélioration d'éléments d'équipement existants – Remplacement normal – Notion – Loi du 16 mai 1975, art. 16 d)..... 380

3° Responsabilité du syndicat des copropriétaires – Régime de responsabilité – Responsabilité sans faute du gardien de la chose – Responsabilité de plein droit – Loi du 16 mai 1975, art. 11 – C. civ., art. 1384. 438

4° Responsabilité du syndic de copropriété – Régime de responsabilité – Responsabilité pour faute – Loi du 16 mai 1975, art. 21 – C. civ., art. 1382..... 438

5° Parties communes et privatives – Canalisations de chauffage – Branchements particuliers encastrés et non accessibles – Parties privatives – Loi du 16 mai 1975, art. 3. 620

Divorce

1° Obligations familiales – Droit de visite et d'hébergement – Obligation d'exercer son droit de visite (non) – Respect de la grille horaire – Obligation susceptible d'être sanctionnée par astreinte – C. civ., art. 378. 223

2° Effets – Révocation des avantages matrimoniaux – Avantages visés – Règle d'ordre public – Nullité de toute clause contraire – Application – C. civ., art. 299. 504

Donations et Testaments

1° Cause de nullité – Insanité d'esprit – Notion – C. civ., art. 901. 247

2° Insanité d'esprit – Appréciation du juge – Incompatibilité entre état mental et volonté lucide – Trouble mental suffisamment grave – Privation de tout discernement – C. civ., art. 901. 247

3° Insanité d'esprit – Existence au moment de l'acte – Exception – Démence habituelle – Dérangement mental ayant existé avant et après l'acte – Preuve de la lucidité au moment de l'acte – Charge de la preuve pesant sur le gratifié – C. civ., art. 901. 247

Droit international privé

1° Succession – Liquidation et partage – Loi étrangère applicable à la succession mobilière – Loi étrangère ne prévoyant pas de réserve héréditaire – Contrariété à l'ordre public luxembourgeois (non) – C. civ., art. 913. 109

2° Succession régie par une loi étrangère – Liquidation et partage – Cohéritiers luxembourgeois et étrangers – Droit au prélèvement successoral prévu par la loi luxembourgeoise – Conditions – Existence de biens situés sur le territoire luxembourgeois – Cohéritier luxembourgeois défavorisé par la loi étrangère – C. civ., art. 724 et 913 – Loi du 29 février 1872, art. 1 et 2. 109

3° Conflits de lois – Responsabilité civile – Sécurité sociale – Recours contre l'auteur du dommage – Assiette du recours – Créances indemnitaires de la victime contre

le responsable – Loi applicable – Règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971, art. 93.1 – Convention de La Haye du 4 mai 1971, art. 4. **Note de Laurence Usunier** 334

4° Conflits de lois – Responsabilité civile – Accident de la circulation – Loi applicable – Domaine de la *lex causae* – Prescription de l'action – Conditions de la responsabilité – Evaluation du préjudice indemnisable – Convention de La Haye du 4 mai 1971, art. 8. **Note de Laurence Usunier** 334

5° Jugement étranger – Force probante – Domaine – Constatations de fait quant aux circonstances de la cause – Conditions – Opposabilité du jugement à la partie qui l'invoque (non) – NCPC, art. 678. **Note de Laurence Usunier** 334

6° Conflits de lois – Contrat d'assurance – Loi applicable – Loi du pays avec lequel le contrat présente les liens les plus étroits – Loi du pays d'établissement du débiteur de la prestation caractéristique (non) – Loi de l'Etat de situation du risque – Contrat d'une durée inférieure ou égale à quatre mois – Risques encourus au cours d'un déplacement – Etat de souscription du contrat – Loi du 27 juillet 1997, art. 5 – Loi du 6 décembre 1991, art. 25-2d. **Note de Laurence Usunier** 334

7° Conflits de lois – Compétence de la loi d'un autre Etat membre – Conformité de la loi applicable au droit communautaire – Ordre public luxembourgeois – Contrariété (non) – C. civ., art. 3. **Note de Laurence Usunier** 334

8° Exequatur – Procédure – Election de domicile – Portée – Règlement (CE) 44/2001, art. 40.2. 385

9° Exequatur – Motifs de refus – Décisions inconciliables – Décisions dont les conséquences juridiques s'excluent mutuellement – Règlement (CE) 44/2001, art. 34.4. 385

10° Exequatur – Reconnaissance et exécution de décisions en matière civile et commerciale – Obligations alimentaires – Application concurrente de deux instruments juridiques internationaux – Convention de La Haye du 2 octobre 1973, art. 23 – Règlement (CE) 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000, art. 71.1. 629

Droit pénal

1° Peine – Exécution – Sursis simple – Condamnation antérieure définitive avant le fait motivant la poursuite – Exclusion – Sursis probatoire – Condamnation antérieure définitive avant le prononcé de la deuxième condamnation – Exclusion – C. instr. crim., art. 626 et 629. 3

2° Droit pénal général – Imputabilité – Responsabilité du dirigeant de la personne morale – Chef d'entreprise – Faute personnelle – Omission de prendre toutes mesures nécessaires pour empêcher la réalisation de l'infraction – Exonération de la responsabilité pénale – Preuve d'avoir agi comme tout homme normalement prudent et diligent ayant les mêmes pouvoirs – Force majeure et erreur invincible – Preuve d'une délégation de pouvoirs – Personne dotée de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires pour accomplir sa mission – C. pén., art. 70. 36

3° Droit pénal spécial – Droit pénal du travail – Fait d'embaucher un travailleur qui ne s'est pas soumis aux examens médicaux requis – Infraction instantanée – Infraction consommée dès que le délai pour faire effectuer l'examen médical est dépassé – C. trav., art. L. 327-2. 36

4° Droit pénal spécial – Viol – Personne hors d'état de donner un consentement libre – Notion – Absence de discernement – Consentement vicié par violences ou menaces – Connaissance par le prévenu de l'absence de consentement libre – Prostitution forcée – C. pén., art. 375. 94

5° Droit pénal spécial – Vol domestique – Habitation – Notion – C. pén., art. 464. 165

6° Majorité pénale – Constatation – Absence d'acte de l'état civil – Eléments de preuve – Examen radiologique – Certificat médical – Déclarations du prévenu – C. instr. crim., art. 154. 173

7° Droit pénal spécial – Blanchiment – Blanchiment en rapport avec le trafic de stupéfiants – Incrimination de la tentative – Loi modifiée du 19 février 1973, art. 8-1. 483

8° Droit pénal spécial – Faux en écritures – Faux intellectuel – Faux par omission – Définition – C. pén., art. 196. 571

9° Droit pénal spécial – Faux en écritures – Éléments constitutifs – Écrit protégé – Application – Rapport journalier de caisse – C. pén., art. 196. 571

10° Droit pénal spécial – Abus de confiance – Vol – Distinction – Salarié chargé des encaissements journaliers – Vol domestique – C. pén., art. 461 et 491. . . 571

11° Droit pénal spécial – Escroquerie au jugement – Notion – Consommation de l'infraction – C. pén., art. 496. 618

12° Droit pénal spécial – Banqueroute – Cumul de plusieurs cas de banqueroute – Infraction unique (non) – Concours réel – C. pén., art. 60 et 489 – C. com., art. 574 et 577. 658

13° Droit pénal spécial – Blanchiment – Infraction primaire – Preuve – Objet – Existence des éléments constitutifs de l'infraction primaire – Origine délictueuse des avantages patrimoniaux – Connaissance de cette origine délictueuse par le prévenu du blanchiment – Moyens de preuve – Présomptions – Exigence de poursuites du chef de l'infraction primaire (non) – Exigence d'une condamnation du chef de l'infraction primaire (non) – C. pén., art. 506-1 – Loi modifiée du 19 février 1973, art. 8-1. 636

14° Droit pénal spécial – Blanchiment – Infraction primaire – Infraction primaire commise à l'étranger – Exigence de punissabilité de l'infraction dans l'État où elle a été commise – Principe – Exception – Qualification suivant le droit luxembourgeois – Application – Mise en place d'une structure de prostitution hôtelière en Allemagne – C. pén., art. 506-3 – Loi modifiée du 19 février 1973, art. 8-1. . . . 636

Droits de l'homme

1° Droit au respect de la vie privée et familiale – Jeunesse – Mesure de placement – Ingérence – Nécessité – Existence d'un besoin social impérieux – Exigence du respect de la proportionnalité – Caractère temporaire et révisable de la mesure de placement – But de la mesure de placement – CEDH, art. 8 – Loi du 10 août 1992, art. 1^{er}. 9

2° Procédure pénale – Délai raisonnable – Point de départ – Inculpation – Délai

relevant de l'appréciation souveraine du juge du fond – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, art. 6.1. 318

3° Droit à un procès équitable – Applicabilité aux juridictions d'instruction (non) – CEDH, art. 6. 481

4° Procès équitable – Indépendance et impartialité – Convention européenne des Droits de l'homme – Dispositions non applicables en dehors de tout procès – Expertise – Rapport interne d'une compagnie d'assurances – Dispositions relatives aux expertises judiciaires non applicables – NCPC, art 432 – CEDH, art. 6.1. 548

5° Procès équitable – Indépendance et impartialité – Expert judiciaire – Lien de dépendance entre un expert et un assureur – Preuve de l'impartialité – NCPC, art 521 – CEDH, art. 6 (1) 553

6° Procès équitable – Indépendance et impartialité – Expert judiciaire – Lien de dépendance entre un expert et un assureur – Preuve de l'indépendance – NCPC, art 521 – CEDH, art. 6 (1). 559

Enrichissement sans cause

Caractère subsidiaire – Recevabilité – Condition – Absence d'autre action à la disposition de l'appauvri – Appauvri ayant échoué dans l'action principale – Irrecevabilité de l'action *de in rem verso* – C. civ., art. 1375. 159

Expropriation pour cause d'utilité publique

Indemnisation – Indemnisation juste – Calcul de l'indemnité juste – Principes et éléments d'évaluation – Prise en compte des variations depuis le versement de l'indemnité provisionnelle – Const., art. 16 – C. civ., art. 545 – Loi du 16 août 1967, art. 12 – Loi du 15 mars 1979, art. 28 et 36. 69

Faillite

1° Clause de réserve de propriété – Opposabilité à la masse – Application de la

loi dans le temps – Loi du 31 mars 2000.

..... 125
 2° Revendication – Déclaration de créance – Renonciation à l'action en revendication (non) – C. com., art. 567-1 (1).
 125

3° Revendication – Qualité du revendiquant – Créancier subrogé dans les droits du vendeur – C. com., art. 567-1 (1). . . . 125

4° Revendication – Conditions - Clause de réserve de propriété – Preuve– Façture acceptée – C. com., art. 567-1 (2). . . . 125

5° Action en comblement du passif – Conditions – Faute grave et caractérisée – Notion – Violation des normes essentielles de la vie en société – Dirigeant raisonnablement prudent et diligent – Légèreté ou insouciance impardonnable – Conscience de la contribution du comportement à la faillite – Faute incontestable – Lien de causalité entre faute grave et caractérisée et la faillite – C. com., art. 495-1. 303

6° Validité des actes passés avant la faillite – Appréciation – Droit étranger choisi par les parties – Exceptions – Application de la loi luxembourgeoise – Action en nullité – Ordre public – Protection des tiers – Egalité des créanciers – Action paulienne en cas de faillite – C. com., art. 448. 361

7° Nullité des actes faits en fraude des créanciers – Action paulienne – Conditions – Appauvrissement du débiteur au préjudice de ses créanciers – Intention frauduleuse – Complicité du cocontractant – C. com., art. 448. 361

Gage

1° Pacte comissoire – Prohibition – Disposition d'ordre public – Règle impérative – C. civ., art. 2078 – C. com., art. 117.
 270

2° Pacte comissoire – Nullité du pacte – Ordre public de protection – Intérêt du débiteur – Nullité relative – Confirmation – Renonciation à la protection – C. civ., art. 2078 – C. com., art. 117. 270

Hypothèques

Demande d'annulation – Compétence – Tribunal du lieu de l'inscription hypothécaire

– Moyens à l'appui de la demande – Nullité du prêt à la base de l'inscription hypothécaire – Incidence sur compétence (non) – C. civ., art. 2159 – C. com., art. 448.
 361

Indivision

Partage – Immeubles – Difficulté d'estimation – Partage en nature malcommode – Licitacion – C. civ., art. 827, al. 1^{er}. 61

Jugements et arrêtés

Motivation – Réponse à conclusions – Moyens figurant dans les motifs des conclusions – Soutien nécessaire du dispositif – Obligation de réponse – Const., art. 89 – NCPC, art. 249. 548

Lois, règlements et arrêtés

1° Règles juridiques de l'Ancien Régime – Droit coutumier – Abrogation – Code civil – Statut de droit légal – Loi du 30 ventôse de l'an XII, art 7. 211

2° Règlement grand-ducal – Base légale – Loi abrogée – Survie du règlement – Conditions – Règlement trouvant un support suffisant dans la loi postérieure et se conciliant avec les dispositions de la nouvelle loi – Const. art. 36 – C. civ., art. 1^{er}.
 227

3° Règlement grand-ducal – Base légale – Loi abrogée – Survie du règlement (non) – Exception – Renvoi exprès par la nouvelle loi au règlement ou disposition légale prévoyant expressément sa survie – Const. art. 36 – C. civ., art. 1^{er}. 229

Mandat

1° Ratification – Etendue – Défaut de pouvoirs – Défaut de mandat – Mandat nul – C. civ., art. 1998. 147

2° Ratification – Conditions – Connaissance de l'acte – Volonté certaine de s'approprier l'acte – C. civ., art. 1998. . . 147

3° Mandat apparent – Engagement du mandant – Conditions – C. civ., art. 1984.
 512

4° Agent immobilier – Obligation d'information et de conseil – Objet – Conditions du contrat projeté – Compréhension suffisante du contrat de mandat (non) – C. civ., art. 1992. 671

5° Agent immobilier – Commission – Forfait réduit du seul fait de la réalisation de la vente – C. civ., art. 1999. 671

Mariage

Logement familial – Protection – Acte passé par un époux – Consentement du conjoint – Preuve – Silence pur et simple (non) – C. civ., art. 215 al. 2. 625

Notaire

1° Acte accompli dans le cadre de la qualité d'officier public – Acte nul – Responsabilité délictuelle – C. civ., art. 1382 et 1383. 235

2° Obligations – Obligation d'authentification – Obligation de conseil – Obligations de résultat – Faute résultant de l'inexécution de l'obligation – Erreur de droit – Erreur dans la vérification des conditions de validité et d'efficacité de l'acte – Omission de vérifier la propriété d'une licence de cabaretage – Responsabilité – C. civ., art. 1382 et 1383. 235

3° Responsabilité – Exonération – Force majeure – Authentification d'un acte conclu en dehors de sa présence – Incidence (non) – C. civ., art. 1382 et 1383. 235

Partage

1° Partage verbal – Preuve – Droit commun régissant la preuve des conventions – C. civ., art. 815, 1315 et 1341. 23

2° Partage judiciaire – Notaire liquidateur – Mission – Règlement des droits des copartageants – Contestations – Procès-verbal de difficultés – Signature du procès-verbal par les copartageants (non) – C. civ., art. 837 – NCPC, art. 1203. 23

3° Partage judiciaire – Partage partiel provisoire – Régime – Maintien de l'indivision – Partage susceptible de révision – C. civ., art. 815. 23

Prescription

1° Point de départ – Fait juridique – Liberté de la preuve – C. civ., art. 1329. 468

2° Point de départ – Charge de la preuve – C. com., art. 189 – C. civ., art. 1315, al. 2. 468

3° Prescription invoquée contre un non-commerçant – Obligation de conserver les livres de commerce au-delà de 10 ans (non) – C. com., art. 16 et 189. 468

4° Courte prescription (non) – C. com., art. 189 – C. civ., art. 2262. 468

5° Suspension – Impossibilité d'agir du créancier – Défaut d'information par une banque – C. com., art. 189. 468

Preuve (matière civile et commerciale)

1° Livres de commerce – Force probante – Preuve en faveur du commerçant – Condition – Tenue régulière des livres – C. civ., art. 1330. 394

2° Livres de commerce – Preuve entre commerçants – Contradiction entre les livres – Primauté du livre régulièrement tenu – Appréciation de la régularité – Question de fait – C. com., art. 17, 18, 19, 20, 21. 394

3° Livres de commerce – Invocation des livres de l'adversaire – Indivisibilité des livres – Condition – Tenue régulière des livres – C. civ., art. 1330. 394

Prise d'otage

Ordre ou condition n'ayant pas atteint le destinataire – Indifférence – C. pén., art. 442-1. 3

Procédure civile et commerciale

1° Saisine du juge – Etendue – Prétentions formulées dans le dispositif – Contenu substantiel des conclusions – NCPC, art. 53. 23

2° Jugement ayant fait l'objet d'une expédition – Qualités du jugement – Nullité des qualités – Demande en nullité – Irrecevabilité à défaut d'opposition à qualités – NCPC, art. 252. 23

- 3° Acte de procédure – Nullité – Irrégularités ou omissions d'un acte de procédure pouvant être corrigées par d'autres parties de l'acte – NCPC, art. 249. 23
- 4° Appel – Acte d'appel – Régularité – Appréciation à la date de la signification de l'acte – Constitution d'avocat irrégulière – Nullité de fond – Preuve de l'existence d'un grief (non) – NCPC, art. 150, al. 4, 154, 193, 264, al. 2 et 585. 47
- 5° Expertise – Signature du rapport d'expertise par la partie à laquelle il est opposé – Portée – Signature valant acceptation des conclusions de l'expert – Expertise à laquelle la partie à laquelle elle est opposée n'a pas assisté mais à laquelle elle a été dûment convoquée – Opposabilité – NCPC, art. 289. 85
- 6° Mesures d'instruction – Référé probatoire – Conditions – Motif légitime – Litige futur – Caractéristiques des faits allégués – Faits suffisamment plausibles et caractérisés – NCPC, art. 350. 162
- 7° Péremption d'instance – Demandeur en péremption – Qualité réservée au seul défendeur à l'instance judiciaire – NCPC, art. 540. 183
- 8° Contrainte – Instance judiciaire – Introduction de l'instance judiciaire – Instance judiciaire introduite par opposition à contrainte – Qualités des parties à cette instance – Opposant revêtant la qualité de demandeur – Auteur de la contrainte revêtant la qualité de défendeur – NCPC, art. 154 – Loi du 12 février 1979, art. 85. 183
- 9° Péremption d'instance – Acte interruptif – Report de l'affaire (non) – NCPC, art. 542. 183
- 10° Péremption d'instance – Acte interruptif – Décision d'office du tribunal de retirer l'affaire du rôle (non) – NCPC, art. 542. 183
- 11° Instance judiciaire – Introduction de l'instance judiciaire – Signification de l'assignation – Enrôlement de l'assignation (non) – NCPC, art. 195. 183
- 12° Péremption d'instance – Acte interruptif – Acte fait en dehors de l'instance – Condition – Acte se rattachant à l'instance par un lien de dépendance direct et nécessaire – NCPC, art. 542. 183
- 13° Péremption d'instance – Effet – Extinction de l'ensemble de l'instance – Limite – Actes extérieurs à la procédure – Péremption de l'instance d'opposition à contrainte – Péremption de la contrainte (non) – NCPC, art. 544. 183
- 14° Mesures d'instruction – Enquête – Capacité de témoigner – Bourgmestre d'une commune – Représentant de la commune en justice – Irrecevabilité du témoignage – NCPC, art. 399. 209
- 15° Saisie-arrêt – Validation – Condition – Existence d'un titre – Notion – Jugement ayant autorité de chose jugée au principal – Ordonnance de référé (non) – NCPC, art. 693. 221
- 16° Compétence – Juge de paix – Servitude naturelle d'écoulement des eaux – Portée – Eaux découlant naturellement du fonds supérieur – Intervention de la main de l'homme – Conséquence – Compétence de droit commun – NCPC, art. 4 – C. civ., art. 640. 266
- 17° Action en justice – Personne morale – Société à responsabilité limitée – Représentation en justice – Acte d'appel – Absence d'indication de l'organe représentant la société – Indication erronée de l'organe – Sanction – Absence de nullité de l'acte d'appel – NCPC, art. 153 – Loi du 10 août 1915, art. 191bis. 409
- 18° Ordonnances sur requête – Injonction de payer – Titre exécutoire – Appel – Délai – Cours simultané des délais d'appel et d'opposition – NCPC, art. 930 et 939. . . 419
- 19° Jugement – Ordre d'indication des moyens – Indifférence – NCPC, art. 249. 421
- 20° Intervention – Intervention volontaire – Intervention à titre conservatoire – Objet – Recevabilité – Portée – Application – Faillite – Intervention volontaire des créanciers du failli pour assister le curateur dans ses efforts de maintenir la faillite – NCPC, art. 483 – C. com., art. 465. 490
- 21° Exploit d'huissier – Mentions – Indication du numéro sous lequel la partie demanderesse est inscrite au registre de commerce – Omission – Nullité de forme – NCPC, art. 153 et 264. 490

22° Exploit d'huissier – Mentions – Indication des qualités de la partie défenderesse – Erreur – Nullité de forme – NCPC, art. 153 et 264. 498

23° Exploit d'huissier – Mentions – Indication du siège social de la partie demanderesse – Erreur – Nullité de forme – NCPC, art. 153 et 264. 498

24° Exploit d'huissier – Acte de procédure – Nullité – Nullité de forme – Conditions – Nullité devant porter atteinte aux intérêts de la partie adverse – Portée – Preuve – Appréciation – NCPC, art. 264. 498

25° Appel – Appel incident – Appel d'intimé à intimé – Recevabilité – Conditions – Indivisibilité du litige – Portée – NCPC, art. 571. 584

26° Appel incident – Condition – Validité de l'appel principal – Désistement antérieur – Irrecevabilité de l'appel incident – NCPC, art. 545 et 571. 668

27° Appel – Désistement – Validité – Conditions – Consentement de l'intimé (non) – Exceptions – Acceptation du débat par l'intimé – Défense au fond – Appel incident – Demande incidente – Intimé ayant conclu au fond antérieurement au désistement – Exigence de l'acceptation du désistement par l'intimé – NCPC, art. 545 et 571. 668

28° Procédure orale – Appel – Désistement – Ecrit déposé au greffe – Effet extinctif immédiat – Présentation orale à l'audience avant formulation de l'appel incident – Validité du désistement – NCPC, art. 545. 668

Procédure fiscale

1° Contrainte – Notion – Acte extrajudiciaire – Loi du 12 février 1979, art. 85. 183

2° Représentation en justice – Sociétés commerciales – Société anonyme – Représentation par l'administrateur-délégué – Autres administrateurs (non) – NCPC, art. 163, 4. 233

3° Mesures d'instruction – Enquête – Capacité de témoigner – Administrateur-délégué d'une société anonyme – Irrecevabilité du témoignage – Administrateur sans pouvoir de représentation de la société – Recevabilité du témoignage – NCPC, art. 399. 233

Procédure pénale

1° Instruction criminelle – Instruction préparatoire – Perquisition – Perquisition dans un cabinet médical – Découverte de pièces à conviction à charge d'un patient du médecin – Saisie de ces pièces à conviction effectuée par les officiers de police judiciaire dans le cadre de l'instruction préparatoire ouverte contre le médecin – Instruction préparatoire nouvelle engagée sur le fondement du résultat de cette saisie – Nullité d'office – Etendue – Ensemble de l'instruction préparatoire nouvelle – C. instr. crim., art. 33, 52 et 126-2. 6

2° Instruction préparatoire – Juge d'instruction – Durée de la saisine – Direction de l'instruction jusqu'au prononcé de l'ordonnance de règlement – Procédure de règlement – Chambre du conseil de première instance – Absence de pouvoir d'ordonner au juge d'instruction d'exécuter des devoirs – Chambre du conseil de la Cour d'appel – Pouvoir d'ordonner au juge d'instruction d'exécuter des devoirs complémentaires – C. instr. crim., art. 127 et 134. 14

3° Instruction criminelle – Instruction préparatoire – Demande de communication des pièces d'un dossier – Refus du juge d'instruction – Ordonnance à caractère juridictionnel – Appel – Recevabilité – C. instr. crim., art. 85 al. 2 et 133. 16

4° Instruction criminelle – Instruction préparatoire – Demande de communication des pièces d'un dossier – Critères d'appréciation – Besoins de l'instruction – Risque d'obscurcissement et de dépérissement des preuves – Droit légitime de la personne inculpée à pouvoir assumer sa défense – Exercice des actions et recours prévus par la loi – C. instr. crim., art. 85 al. 2. 16

5° Droits de l'homme – Dépassement du délai raisonnable – Sanction – Nécessité d'une sanction – Nature de la sanction – Irrecevabilité des poursuites – Conditions de mise en œuvre – Impossibilité d'exercice des droits de la défense – Présomption d'impossibilité d'exercice valable des droits de la défense après un certain temps – CEDH art. 6(1). 50

6° Connexité – Prorogation de compétence matérielle – Compétence de la

chambre criminelle pour connaître de délits connexes aux crimes renvoyés – Connexité de viols et délits à caractère pédopornographique – Cause unique – C. instr. crim., art. 26(3), 26-1 et 29(3). 94

7° Ordonnance de règlement – Renvoi du prévenu sous une qualification donnée – Non-lieu pour une autre qualification – Identité du fait – Absence d'autorité de chose jugée – Jurisdiction de jugement saisie de tous les éléments et circonstances du fait – Pouvoir de la juridiction de jugement de substituer une qualification – C. instr. crim., art. 127 et 128. 94

8° Droits de l'homme – Exigence du double degré de juridiction – Examen de la déclaration de culpabilité par une juridiction supérieure – Examen portant sur les questions de fait et de droit – Examen se limitant aux points de droit – Contrôle par la Cour de cassation – Exigence satisfaite – CEDH art. 6(1) – 7° Protocole additionnel à la Convention, art. 2. 94

9° Instruction criminelle – Droits de l'Homme – Audience – Mesures d'instruction – Demande d'audition d'un témoin – Pouvoir souverain du juge pour apprécier l'utilité de cette audition – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, art. 6 § 3 d). 165

10° Jugement correctionnel – Nullité – Obligation de citer les textes légaux relatifs à la procédure du délibéré (non) – Présomption de respect des règles légales – Obligation du demandeur de rapporter la preuve contraire – C. instr. crim., art. 195 – Loi du 7 mars 1980, art. 60 et 61. 165

11° Prescription de l'action publique – Interruption – Application – Courrier de la partie civile susceptible de contenir des renseignements sur les faits formant l'objet de l'instruction préparatoire – Transmission de ce courrier par le juge d'instruction à l'officier de police judiciaire chargé d'une commission rogatoire, aux fins de l'« intégrer dans l'enquête » – Caractère interruptif – C. instr. crim., art. 637. 478

12° Instruction criminelle – Cassation – Pourvoi en cassation – Arrêts et jugements préparatoires et d'instruction – Pourvoi immédiat – Recevabilité – Arrêts et jugements rendus sur la compétence –

Notion – Décisions statuant sur une contestation de compétence – Décisions par lesquelles le juge se déclare incompetent, à raison de la matière, du lieu ou de la personne – Application – Arrêt par lequel la chambre du conseil déclare irrecevable, pour n'être prévu par aucun texte, un recours en annulation dirigé contre un arrêt par lequel elle avait ordonné l'inculpation du demandeur – Arrêt non susceptible de faire l'objet d'un pourvoi immédiat – C. instr. crim., art. 416. 541

13° Instruction criminelle – Prescription de l'action publique – Suspension – Conditions – Obstacle de droit ou de fait s'opposant à l'action publique – Application – Instruction préparatoire – Ordonnance de règlement – Annulation – Renvoi de la cause devant la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement autrement composée – Impossibilité d'agir du Procureur d'Etat et de la partie civile – Suspension de la prescription jusqu'au moment de la nouvelle ordonnance de règlement – C. instr. crim., art. 127, 637 et 638. 544

14° Prescription de l'action publique – Point de départ – Changement d'affectation illicite d'un immeuble – Prescription commençant à courir à partir de l'achèvement des travaux – C. instr. crim., art. 638 – Loi modifiée du 19 juillet 2004, art. 107. **Conclusions du Parquet général** 607

15° Sursis à l'exécution des peines – Sursis probatoire – Exclusion – Condamnation antérieure – Interprétation – Condamnation irrévocable avant le fait motivant la seconde poursuite – C. instr. crim., art. 629. 615

16° Appel – Appel contre un jugement par défaut frappé d'opposition – Irrecevabilité – C. instr. crim., art. 199. 658

17° Délai raisonnable – Dépassement – Irrecevabilité des poursuites – Conditions – Exercice de l'action publique s'avérant totalement inconciliable avec un exercice valable des droits de la défense – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, art. 6 § 1. 658

Professions

Avocat – Avocat européen – Conditions d'exercice au Luxembourg sous son titre

d'origine – Inscription au tableau de l'Ordre des Avocats du Grand-Duché de Luxembourg – Conditions de la simple prestation de services – Activité de représentation et de défense en justice – Action de concert avec un avocat exerçant auprès de la juridiction saisie – Introduction auprès du président de la juridiction et auprès du bâtonnier du barreau de cette juridiction – Loi du 10 août 1991, art. 5 et 9.1 – Loi du 13 novembre 2002, art. 3.1. 47

Protection juridique du consommateur

Clauses abusives – Délai anormalement court pour faire des réclamations – Clause de poste restante – Clause portant sur le délai de réclamation (non) – Délai de réclamation – Opérations financières – Durée d'un mois – Délai adéquat – Loi du 25 août 1983, art. 1 et 2.11. 645

Régimes matrimoniaux

1° Epoux séparés de biens – Dépenses dans l'intérêt d'un bien indivisaire – Contribution aux charges du mariage – Règles du partage inapplicables – C. civ., art. 214. 176

2° Recel – Eléments constitutifs – Élément matériel – Diminution de l'actif partageable – Simulation ou dissimulation – Dissimulation avant l'ouverture de la situation de partage – Élément intentionnel – Rupture frauduleuse de l'égalité de partage – Ineptie des moyens inopérante – Prélèvements de fonds sur comptes communs – Refus de reddition de compte – C. civ., art. 1477. 178

3° Contribution aux charges du mariage – Travaux réalisés dans l'immeuble propre du conjoint servant au logement familial – Refus d'un droit à récompense – C. civ. 1468. 256

4° Communauté légale – Immeuble acquis par un des époux avant le mariage – Bien propre – Incidence d'un concubinage avant le mariage (non) – Incidence d'un prêt de financement souscrit par les deux époux (non) – C. civ., art. 1405. 297

5° Communauté légale – Récompense due à la communauté – Remboursement d'un prêt ayant servi à l'acquisition d'un bien propre – Prise en compte des intérêts

de l'emprunt (non) – C. civ., art. 1437 et 1418. 297

6° Communauté légale – Dissolution – Bien acquis pendant l'indivision post-communautaire – Présomption de propriété personnelle – Preuve contraire – Accession ou subrogation réelle – C. civ., art. 1442. 297

7° Communauté légale – Amélioration de l'immeuble propre au moyen de fonds communs – Récompense due à la communauté – Appréciation – Profit subsistant au moment de la liquidation de la communauté – Intérêts dus à partir de la liquidation de la communauté – C. civ., art. 1469 et 1473. 322

8° Séparation de biens – Transfert à titre gratuit d'un bien – Avantage matrimonial (non) – Libéralité – C. civ., art. 1527. 537

9° Communauté légale – Nature des biens – Bons de caisse – Acquêts (non) – C. civ., art. 1401, 3°. 640

10° Communauté légale – Nature des biens – Bons de caisse – Acquisition moyennant des fonds propres – Biens propres – Intérêts – Fonds communs – C. civ., art. 1401, al. 2; art. 1405, al. 1^{er}; art. 1406, al. 3. 640

11° Communauté légale – Acquisition de bons de caisse moyennant des fonds propres – Biens propres par subrogation réelle – Formalités de l'emploi ou du remploi (non) – C. civ., art. 1434. 640

Registre de commerce et des sociétés

1° Objet – Renseignements sur les commerçants – Circonstances susceptibles d'influer sur la capacité et le crédit des commerçants – Renseignements complets sur les dirigeants des personnes morales (non) – Inscription d'un refus de décharge aux administrateurs (non) – Loi du 19 décembre 2002, art. 6. 391

2° Conditions d'inscription – Inscription prescrite par la loi – Coutume (oui) – Usage (non) – Inscription d'une décharge aux administrateurs – Loi du 19 décembre 2002, art. 1^{er}. 391

3° Opportunité de l'inscription – Inscription d'une décharge refusée aux administrateurs – Inscription des motifs du refus –

Litige interne à la personne morale – Conséquences préjudiciables éventuelles de la publication – Loi du 19 décembre 2002, art. 1^{er}. 391

Responsabilité civile

1° Responsabilité délictuelle – Responsabilité du fait d'autrui – Faute du préposé – Responsabilité du commettant – Immunité du préposé – Conditions – Acte dommageable commis dans le cadre et lors de l'exécution de la mission lui confiée – Acte dommageable commis par le préposé lors de l'exercice de ses fonctions et étranger à sa mission – Responsabilité personnelle du préposé – C. civ., art. 1384 al. 3. 18

2° Responsabilité délictuelle – Responsabilité du tiers – Agent immobilier – Défaut de conformité de l'immeuble vendu – Complicité avec l'auteur d'un dol – Imprudence rendant la tromperie possible – Responsabilité in solidum – C. civ., art. 1142, 1382 et 1383. 41

3° Agent immobilier – Devoir de conseil – Obligation de procéder aux investigations utiles pour renseigner l'acheteur de l'immeuble vendu par son entremise – Agent immobilier confirmant des informations inexactes du vendeur sur l'état de la chose vendue sans s'être livré à des investigations – Faute d'imprudence – Responsabilité – C. civ., art. 1382. 41

4° Responsabilité du fait des choses inanimées – Garde – Location d'un appartement – Transfert de garde vers le locataire – Balcon – Locataire gardien – Balcon englobé dans les parties communes – Indifférence – C. civ., art. 1384 al. 1^{er}. 85

5° Responsabilité de l'Etat – Responsabilité de l'Etat du fait de sa fonction juridictionnelle – Durée excessive d'une procédure – Inactivité avérée des services judiciaires durant une longue période – Absence de complexité de l'affaire – Droit du demandeur à ce que sa cause soit entendue dans un délai raisonnable en matière civile – Violation – CEDH, art. 6 al. 1^{er} – Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er} – C. civ., art. 1382 et 1383. 139

6° Responsabilité de l'Etat – Responsabilité de l'Etat du fait de sa fonction juridictionnelle – Droit du demandeur à ce

que sa cause soit entendue dans un délai raisonnable en matière civile – Violation – Diligence des services judiciaires – Charge de la preuve incombant à l'Etat – Secret de l'instruction – Cause d'exonération de la charge de la preuve (non) – CEDH, art. 6 al. 1^{er} – Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er} – C. civ., art. 1382 et 1383 – C. instr. crim., art. 8. 139

7° Responsabilité de l'Etat – Responsabilité de l'Etat du fait de sa fonction juridictionnelle – Droit du demandeur à ce que sa cause soit entendue dans un délai raisonnable en matière civile – Violation – Règle « le criminel tient le civil en l'état » – Applicabilité lorsque l'issue de la procédure pénale est sans incidence sur la décision relative à la responsabilité de l'Etat (non) – CEDH, art. 6 al. 1^{er} – Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er} – C. civ., art. 1382 et 1383 – C. instr. crim., art. 3. 139

8° Responsabilité de l'Etat – Responsabilité de l'Etat du fait de sa fonction juridictionnelle – Droit du demandeur à ce que sa cause soit entendue dans un délai raisonnable en matière civile – Violation – Réparation équitable du préjudice subi – Indemnisation sérieuse et effective – CEDH, art. 6 al. 1^{er} – Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er} – C. civ., art. 1382 et 1383. 139

9° Responsabilité délictuelle – Faute – Rupture de pourparlers précontractuels – Licéité – Conditions – Rupture des pourparlers loyale et reposant sur des motifs légitimes – C. civ., art. 1382. 155

10° Responsabilité délictuelle – Rupture de pourparlers précontractuels – Dommage réparable – Frais occasionnés par la négociation – Etudes préalables – Perte de gains espérés du contrat avorté (non) – Perte d'une chance de réaliser de tels gains (non) – C. civ., art. 1382. 155

11° Abus de droit – Notion – Conformité apparente à la lettre de la loi – Caractère abusif de l'exercice du droit – Non-respect de conditions d'octroi d'une autorisation administrative (non) – C. civ., art. 6-1. . . 195

12° Trouble du voisinage – Violation des conditions d'une autorisation administrative – Respect des conditions de l'autorisation – Possibilité d'un trouble – Condition – Anormalité du trouble – C. civ., art. 544. 195

- 13° Trouble du voisinage – Conditions – Trouble – Fait positif ou omission – Anormalité du trouble – Silos à fourrage recouverts par des bâches – Inconvénient normal du voisinage – Tolérance de l'activité agricole – C. civ., art. 544. 195
- 14° Responsabilité contractuelle – Responsabilité délictuelle – Possibilité pour un tiers au contrat d'invoquer une faute contractuelle sur le fondement de la responsabilité délictuelle – C. civ., art. 1147 et 1382. 281
- 15° Responsabilité du fait des choses inanimées – Présomption de causalité – Intervention de plusieurs choses – Doute sur la cause exacte du dommage – Présomption que chaque chose a causé l'entier dommage – Accident de circulation – Collision en chaîne – C. civ., art. 1384, al. 1^{er}. 313
- 16° Sécurité sociale – Recours contre l'auteur du dommage – Assiette du recours – Indemnités faisant l'objet d'une prise en charge par la sécurité sociale – C. A. S., art. 82. **Note de Laurence Usunier.** 334
- 17° Responsabilité du fait personnel – Violation d'une disposition administrative – Règlement sur les bâtisses – Nécessité d'un lien causal entre la violation et le préjudice invoqué – Nécessité d'un préjudice personnel – C. civ., art. 1382. 374
- 18° Responsabilité du fait personnel – Violation d'une norme d'intérêt général – Règle d'urbanisme – Possibilité d'un préjudice personnel réparable – C. civ., art. 1382. 374
- 19° Responsabilité contractuelle – Contrat d'entreprise – Construction d'un immeuble – Obligations incombant à l'architecte – Obligation de concevoir un ouvrage exempt de vices – Obligation de surveillance – Obligations incombant à l'entrepreneur – Obligation d'édifier un immeuble conforme aux règles de l'art et exempt de malfaçons – Obligations de résultat – Exonération – Cause étrangère – Immixtion du maître de l'ouvrage dans la conception et dans la réalisation de l'ouvrage (non) – C. civ., art. 1142 et 1792. 427
- 20° Responsabilité médicale – Utilisation de matériel défectueux – Obligation de sécurité du médecin – Obligation de résultat – Atténuation – Charge de la preuve du lien causal entre le préjudice et l'utilisation du matériel défectueux incombant au patient – C. civ., art. 1382 et 1383. 461
- 21° Responsabilité médicale – Aléa thérapeutique – Définition – Régime – Exclusion du champ de responsabilité du médecin – C. civ., art. 1382 et 1383. 461
- 22° Responsabilité médicale – Obligation d'information du patient – Charge de la preuve du lien causal entre le préjudice et le défaut d'information incombant au patient – C. civ., art. 1382 et 1383. 461
- 23° Responsabilité civile – Responsabilité des pouvoirs publics – Omission par l'État de payer des allocations de famille dues à son employé – Prescription de l'obligation de paiement sur le fondement de l'article 2277 du Code civil – Action en responsabilité civile de l'employé contre l'Etat – Réclamation, à titre de dommages et intérêts, du montant équivalent aux allocations prescrites – État en droit de se prévaloir de la prescription – C. civ., art. 2277 – Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er}. 475
- 24° Responsabilité civile – Préjudice – Recours des organismes de sécurité sociale – Cession légale – Définition – Étendue – Distinction de la subrogation – Distinction de la cession conventionnelle de créance – Moment où elle s'opère – Principe – Jour de l'accident – Exception – Jour de l'affiliation si ce dernier est postérieur au jour de l'accident – C. civ., art. 1382, 1383 – C.S.S., art. 82, 118, 232 et 374. 562
- 25° Responsabilité du fait du dommage causé par des déchets – Conditions – Responsabilité sans faute – Application – Fuite accidentelle de fuel – Loi modifiée du 17 juin 1994, art. 29. 584
- 26° Action récursoire – Construction – Responsabilité des constructeurs – Conditions de l'action récursoire – Condamnation *in solidum* de plusieurs constructeurs – Condamnation d'un seul constructeur alors que d'autres assument une responsabilité au moins partielle – Exigence tirée de ce que l'auteur de l'action ait indemnisé la victime au-delà de sa part – C. civ., art. 1142, 1792 et 2270. 590
- 27° Mise en intervention en vue d'être tenu quitte et indemne de toute condamnation – Nature – Action récursoire (non) –

Demande en garantie simple – Fondement –
Objet – Application en matière de
responsabilité contractuelle – C. civ., art.
1142, 1382 et 1383. 590

28° Dommage – Réparation – Obligation
de minimiser le dommage – Victime –
Obligation de demander réparation du
dommage sans tarder – Auteur – Obligation
d'offrir réparation – Dégâts causés à un
immeuble – Préjudice réparable – Coût des
mesures de sauvegarde – Loyers perdus
(non) – C. civ., art. 1382. 620

29° Banque – Crédit – Conditions de mise
en œuvre – Faute – Critères d'appréciation –
Remise des fonds empruntés à un autre que
le bénéficiaire prévu – C. civ., art. 1147.
. 652

30° Responsabilité de l'Etat – Défaut de
transposition dans le délai légal d'une
directive – Défaut de nomination à un poste
– Refus de reconnaissance d'un diplôme –
Obligation de reconnaissance en vertu de la
directive – Loi du 1^{er} septembre 1988, art.
1^{er}, al. 1^{er} – Directive 89/48/CEE du Conseil
du 21 décembre 1988. 676

31° Banque – Dépôt – Remise d'une
somme d'argent – Exonération – Preuve de
l'absence de faute (non) – Faute du client –
C. civ., art. 1147. 686

Sécurité sociale

1° Juridictions de sécurité sociale –
Procédure – Recours – Requête – Signature
– Possibilité de faire signer la requête par un
mandataire – Mandataire pouvant être le
conjoint du requérant – Code de la Sécurité
Sociale, art. 455 (ancien art. 294 C.A.S.) –
Règlement grand-ducal du 24 décembre
1993, art. 1^{er}. 599

2° Travailleurs incapables d'occuper leur
dernier poste de travail – Reclassement –
Reclassement externe – Indemnité d'attente
– Conditions d'octroi – Travailleur bénéfi-
ciaire d'une pension d'invalidité – Travailleur
s'étant vu retirer la pension d'invalidité –
Travailleur ayant épuisé ses droits aux
indemnités de chômage avant la décision
de reclassement – Droit à l'indemnité
d'attente – C. trav., art. L. 551-5 (ancien art.
5 de la loi modifiée du 25 juillet 2002). . . 601

Servitudes

1° Servitude d'écoulement des eaux –
Objet – Obligations réciproques des
propriétaires inférieur et supérieur –
Aggravation de la servitude – Notion – C.
civ., art. 640. 266

2° Servitude de «tour d'échelle» –
Caractère – Servitude légale ou convention-
nelle (non) – Servitude coutumière –
Exception de nécessité – Contraintes de
voisinage – Pouvoirs du juge – Réparation
d'un mur séparatif – Droit de pénétrer sur un
terrain voisin – Conditions – C. civ., art. 637.
. 357

Sociétés civiles

1° Personnalité juridique – Régime de la
responsabilité des associés – C. civ., art.
1862, 1863 et 1864. 512

2° Jugements rendus à l'encontre de la
société quant aux dettes sociales –
Opposabilité aux associés – Exceptions –
Force exécutoire à l'égard des associés
(non) – C. civ., art. 1862, 1863 et 1864.
. 512

Sociétés commerciales

1° Acte accompli par un salarié – Mandat
apparent (non) – Obligation du tiers
contractant de se renseigner sur les
pouvoirs du mandataire – Loi du 10 août
1915, art. 53, al. 4. 147

2° Liquidation amiable – Actif insuffisant
pour apurer le passif – Clôture de la
liquidation (non) – Obligation pour le
liquidateur de déposer le bilan – Loi du 10
août 1915, art. 147. 281

3° Société anonyme – Administrateur –
Durée du mandat – Mandat limité à six ans
– Finalité – Loi du 10 août 1915, art. 51.
. 389

4° Société anonyme – Administrateur
sortant – Pouvoirs – Représentation de la
société jusqu'à la prochaine assemblée
générale – Loi du 10 août 1915, art. 51.
. 389

Successions

1° Partage – Rapport – Détermination de
la valeur d'un immeuble rapporté – Eléments
à prendre en compte – Améliorations par le

gratifié (non) – Travaux d'entretien (non) – C. civ., art. 860, al. 1^{er}..... 61

2° Reconnaissance de dette remboursable au décès du débiteur – Convention faisant naître un droit actuel – Pacte sur succession future (non) – C. civ., art. 791 et 1130, al. 2..... 61

3° Dettes réciproques de la succession et de l'un des successeurs – Compensation (non) – C. civ., art. 1289..... 61

4° Recel successoral – Définition – Qualité du receleur – Éléments constitutifs – Élément matériel – Élément intentionnel – Preuve – C. civ., art. 792..... 276

5° Vente à fonds perdu d'un immeuble contre paiement d'une rente viagère à un successible en ligne directe – Donation déguisée sujette à rapport – Présomption irréfragable – C. civ., art. 918..... 421

6° Vente à fonds perdu d'un immeuble – Vente à l'épouse d'un successible en ligne directe – Donation par préciput et hors part – Preuve de l'intention libérale – C. civ., art. 919..... 421

7° Conjoint survivant – Libéralité consentie par contrat de mariage – Cumul avec la part héréditaire légale (non) – Exception – Déclaration expresse – C. civ., art. 767-1, 1094 et 1527..... 537

Sursis de paiement bancaire

1° Assimilation au sursis de paiement de droit commun (non) – Ebranlement du crédit – Impasse de liquidités – Exécution intégrale des engagements compromise – Ouverture du sursis bancaire possible même dans situation financière valant révocation du sursis de droit commun – C. com., art. 593 – Loi du 5 avril 1993, art. 60-2..... 576

2° Conditions et modalités – Détermination par le juge – Possibilité de charger les administrateurs de l'élaboration d'un plan de redressement et de la détermination de ses modalités – C. com., art. 593 – Loi du 5 avril 1993, art. 60-2..... 576

3° Procédure collective à l'instar de la gestion contrôlée – Mesures analogues – Elaboration d'un plan de redressement – Projet de réorganisation ou de réalisation de l'actif – Réductions de créances – Vote majoritaire des créanciers – Arrêté grand-

ducal du 24 mai 1935, art. 6 – Loi du 5 avril 1993, art. 60-2..... 576

4° Plan de redressement – Modalités élaborées par les administrateurs – Soumission par le juge au vote majoritaire des créanciers subissant une réduction de créance – Loi du 5 avril 1993, art. 60-2..... 576

5° Principe d'égalité des créanciers – Règle absolue (non) – Dérivation dans l'intérêt de tous – Loi du 14 avril 1886, art. 15 et 23 – Arrêté grand-ducal du 24 mai 1935, art. 7..... 576

Sursis de paiement de droit commun

Distinction entre anciens créanciers et créanciers postérieurs au sursis – Paiement proportionnel à la créance – Limitation aux seules créances existant au moment de la demande de sursis – C. com., art. 603..... 576

Transaction

1° Conditions – Situation contentieuse ou pré-contentieuse – Notion – C. civ., art. 2044..... 75

2° Dessaisissement du juge – Limites – Pouvoirs du juge – Difficultés d'exécution ou d'interprétation de la transaction – Validité de la transaction – Exécution de la transaction – C. civ., art. 2044..... 259

Transport

1° Transport international de marchandises par route – Convention CMR – Responsabilité du transporteur – Avarie – Décharge – Risques particuliers – Défectuosité de l'emballage – Preuve – Possibilité de causalité du dommage – Présomption de causalité – Preuve de la causalité (non) – Convention de Genève relative au contrat de transport international de marchandises par route, art. 17 et 18..... 203

2° Transport international de marchandises par route – Convention CMR – Transports successifs – Notion – Distinction avec la commission de transport – Convention de Genève relative au contrat de transport international de marchandises

par route du 19 mai 1956, art. 34, 35 et 36.
..... 633

Travail

1° Contrat de travail – Licenciement – Indemnités – Exception de transaction – Conditions – Notification régulière du licenciement – Connaissance des motifs du licenciement (non) – C. civ., art. 2044 – C. trav., art. L. 124-5. 75

2° Contrat de travail – Licenciement – Indemnités – Exception de transaction – Conditions – Concessions réciproques – Renonciation du salarié à toute action contre son ancien employeur – Renonciation de l'employeur à toute action contre son ancien salarié – Paiement par l'employeur du salaire complet au salarié jusqu'à la fin du préavis – C. civ., art. 2044 – C. trav., art. L. 124-9(1). 75

3° Harcèlement moral – Fondement – Bonne foi contractuelle – Violation – Responsabilité civile contractuelle – C. civ., art. 1134, art. 1147. 113

4° Harcèlement moral – Éléments constitutifs – Auteur du harcèlement – Faits de harcèlement – Actes dégradants ou humiliants – Caractère répétitif – Exigence d'actes de même nature (non) – Préjudice subi par la victime – Maladie – Reclassement – Lien de causalité – Distinction avec des situations de tension – Élément intentionnel – Dol spécial (non) – Dir. 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000, art. 2 – C. civ., art. 1134. 113

5° Harcèlement moral – Preuve – Charge de la preuve – Charge pesant sur le demandeur – NCPC, art. 58. 113

6° Travailleurs handicapés – Bénéficiaires d'un reclassement interne ou externe – Assimilation quant aux quotas de travailleurs que l'Etat et les entreprises privées sont tenus d'employer – Loi du 12 novembre 1991, art. 5 (actuellement) : Loi du 12 septembre 2003, art.10) et Loi du 25 juillet 2002, art. 7, paragraphe 1^{er} 214

7° Compétence du tribunal du travail – Critère – Existence d'un contrat de travail – Contrat de travail – Définition – Application – Joueur de football – C. trav., art. L.121-1.
..... 219

8° Contrat de travail – Contrat à temps partiel – Indication de la durée de travail normale – Heures supplémentaires – Prestation dépassant de 20 % la durée de travail normale – C. trav., art. L.121-4, L.123-1, L.123-4 et L.123-5. 262

9° Licenciement – Licenciement avec préavis – Demande en dommages et intérêts – Délai de forclusion – Point de départ – Notification des motifs par l'employeur – Acte interruptif – Réclamation du salarié – Réclamation antérieure ou concomitante à la demande des motifs du licenciement – Effet interruptif (non) – C. trav., art. L.124-5(2) et L.124-11(2) (anc. Loi du 24 mai 1989, art. 22(2) et 28). 307

10° Harcèlement moral – Notion – Base légale – Charge de la preuve – Directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 – C. trav., art. L. 162-12, par. 3 – C. civ., art. 1134. **Observations de Achim Seifert**
..... 324

11° Contrat de travail – Salarié membre d'une délégation du personnel – Mise à pied – Communication d'un document critique à la presse – Liberté d'expression – Usage abusif de l'exercice de la liberté d'expression – Conditions – C. trav., art. L.415-11 – CEDH, art. 10. 398

12° Contrat de travail – Salarié membre d'une délégation du personnel – Mise à pied – Annulation – Effets – Rémunération à verser rétroactivement au salarié – Réserve – Démission tacite – C. trav., art. L.415-11.
..... 398

13° Transfert d'entreprise – Conditions – Identité de l'activité de l'entreprise transférée – Maintien du poste de travail – Incidence de modifications des moyens techniques employés par l'entreprise transférée – Incidence de l'absence d'un lien de droit entre les employeurs successifs – C. trav., art. L. 127-2. 508

14° Contrat de travail – Modification d'une clause essentielle du contrat de travail – Refus d'acceptation du salarié – Refus injustifié – Licenciement – Droit du salarié au paiement d'une indemnité de départ – C. trav., art. L.121-7, alinéa 3. 595

15° Transfert d'entreprise – Transfert d'une entité économique – Conservation de l'identité et de l'activité – Critères – Transfert d'une partie de l'entreprise – Poursuite

d'une activité accessoire – C. trav., art. L.127-1 à L.127-6..... 663

Vente

1° Consommateurs – Garantie légale de conformité – Garantie commerciale – Application cumulative – Similitude d'objet – Conditions de la garantie commerciale – Conditions plus restrictives que la garantie légale (non) – Durée de la garantie légale – Condition impérative – Renvoi à des dépliants publicitaires sans renvoi à la garantie légale – Illégalité – Obstacle indirect à l'application de la garantie légale – Loi du 21 avril 2004, art. 1, 3, 4, 5, 6 et 11..... 30

2° Consommateurs – Garantie légale de conformité – Qualité pour agir – Association de défense des consommateurs – Pouvoirs du juge – Etendue – Loi du 21 avril 2004, art. 9 et 11..... 30

3° Consommateurs – Garantie légale de conformité – Obligation d'indiquer la durée de la garantie légale – Conditions – Preuve que le client a acheté en raison de la garantie (non) – Possibilité d'influence sur le comportement du consommateur – Élément suffisant – Loi du 30 juillet 2002, art. 17(2) - Loi du 21 avril 2004, art. 1, 3, 4, 5, 6 et 11. 30

4° Obligation de délivrance – Défaut de conformité – Immeuble – Dalle en béton convenue – Dalle partiellement en bois livrée – C. civ., art. 1604..... 41

5° Obligation de délivrance – Défaut de conformité - Responsabilité contractuelle du vendeur – Responsabilité de droit commun – Conditions d'application de la garantie des vices cachés (non) – Sanction – Octroi de dommages et intérêts – C. civ., art. 1142, 1604, 1641 et 1648..... 41

6° Compromis – Condition suspensive – Prorogation du délai contractuellement prévu pour la réalisation de la condition – Renonciation à la caducité du contrat – Preuve de la prorogation du délai – Preuve par écrit – C. civ., art. 1176 et art. 1341. 81

7° Compromis conclu par un salarié du propriétaire de la chose vendue – Condition suspensive de l'acceptation de la vente par le propriétaire – Mandat tacite (non) – Condition potestative (non) – Clause abusive

(non) – C. civ., art. 1170 et 1998 – Loi du 25 août 1983, art. 1^{er}. 151

8° Vice caché – Action en nullité pour vice du consentement – Admissibilité – Action en nullité pour erreur (non) – Action en nullité pour dol – C. civ., art. 1110, 1116 et 1641. 189

9° Nullité – Dol par réticence – Obligation d'information à la charge du vendeur – Obligation de révéler les vices cachés de la chose vendue – C. civ., art. 1116 et 1641. 189

10° Nullité – Restitutions – Prix de vente – Intérêts du prix de vente – Restitution intégrale – Indemnisation du vendeur pour tenir compte de l'avantage dont a joui l'acquéreur du fait de l'usage de la chose – Exception – Dol du vendeur – Indemnisation complémentaire de l'acquéreur – C. civ., art. 1116 et 1382..... 189

11° Immeuble – Vice caché – Définition – Vice rendant l'immeuble impropre à l'usage auquel il est destiné – Défaut d'étanchéité – C. civ., art. 1641. 243

12° Vice caché – Définition – Vice que l'acquéreur ne pouvait pas raisonnablement constater – Nécessité de s'entourer de l'avis d'un homme de l'art (non) – C. civ., art. 1642. 243

13° Vice caché – Clause de non garantie – Clause suivant laquelle l'acquéreur prendra les biens vendus dans l'état dans lequel ils se trouvent (non) – Clause excluant tout recours contre le vendeur pour vices de construction – C. civ., art. 1643..... 243

14° Vice caché – Clause de non garantie – Validité – Condition – Bonne foi du vendeur – Preuve de la mauvaise foi du vendeur – Charge de la preuve pesant sur l'acheteur – Vendeur ayant confectionné lui-même la chose vendue – C. civ., art. 1643. 243

15° Vice caché – Action estimatoire – Objet – Réduction du prix payé par l'acheteur pour l'acquisition de la chose vendue – Réduction proportionnelle à la diminution de la valeur de la chose – C. civ., art. 1644. 243

16° Vente d'immeubles à construire – Critères – Immeuble à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation – Pouvoirs de maître de l'ouvrage réservés au

vendeur – Prix payable pendant la période de construction – C. civ., art. 1601-1... 281

17° Vente d'immeubles à construire – Vente en l'état futur d'achèvement – Garantie – Vices cachés – Régime – Obligation d'agir dans un bref délai (non) – C. civ., art. 1642-1 et 1646-1... 281

18° Prix – Absence de prix sérieux – Nullité absolue – Prescription de droit commun – C. civ., art. 1591... 421

19° Vente immobilière – Ventes successives d'un même immeuble – Conflit entre

deux acquéreurs successifs tenant leurs droits d'un même auteur – Règles de la publicité foncière – Priorité de publication de l'acte d'acquisition – Exception – Connaissance de la première vente par le second acquéreur – Revente de l'immeuble par le second acquéreur de mauvaise foi à un tiers – Possibilité d'invoquer les règles de la publicité foncière par le tiers – Exception – Connaissance de la première vente par le tiers – Conséquences – Inopposabilité de la revente même publiée en première – Loi du 25 septembre 1905, art. 1er et 11... 526